

Je suis heureux d'avoir été invité à prendre la parole à l'occasion de ce symposium commercial international, surtout en raison du thème qu'on lui a donné, à savoir «Une économie mondiale : un monde sans frontières».

En ma qualité de secrétaire d'État responsable de la région Asie-Pacifique, je conseille le ministre des Affaires étrangères sur les questions relatives à cette région, et je seconde le ministre du Commerce international dans les efforts qu'il déploie pour ouvrir les marchés de l'Asie-Pacifique aux entreprises canadiennes. L'exercice de mes fonctions m'amène à constater chaque jour à quel point les frontières du monde s'estompent. La tendance à la mondialisation qui caractérise le commerce international est sans précédent. La panoplie des liens qui unissent le Canada et les économies florissantes de la région Asie-Pacifique dans les domaines du commerce et de l'investissement le démontre amplement. Je tiens à féliciter les organisateurs de ce symposium, qui ont su choisir, pour la session de demain, un thème si pertinent.

Le commerce - et j'entends par là les exportations, l'investissement et les transferts de technologie - est au coeur de la prospérité du Canada. Les exportations de produits et de services canadiens comptent en effet pour plus du quart de notre produit intérieur brut. Directement et indirectement, les exportations permettent le maintien d'au-delà de 2 millions d'emplois au Canada. Mais il y a davantage encore, car le secteur de l'exportation a été l'élément le plus dynamique de l'essor de notre économie. Pour toutes ces raisons, l'expansion du commerce international est un objectif hautement prioritaire dans le programme économique du gouvernement.

D'importants progrès ont été réalisés ces derniers mois dans l'abaissement des barrières commerciales. Nous avons mené à terme l'Uruguay Round du GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce], après sept ans ou presque de négociations. Nous avons signé l'Accord de libre-échange nord-américain, l'ALENA.

Et nous nous sommes efforcés de jeter des ponts vers les marchés de l'Asie-Pacifique, par des mécanismes comme le Plan d'action pour le Japon et l'envoi de nombreuses missions commerciales dans la région. Nous sommes membres de l'APEC, le Forum de coopération économique Asie-Pacifique, et nous tenons des consultations annuelles en tant que pays partenaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Le gouvernement assume avec sérieux ses responsabilités de gestionnaire de la présence du Canada sur les marchés mondiaux.

La diversification de nos marchés nous expose fréquemment à des conditions politiques différentes de celles que nous connaissons au Canada. Nous respectons les traditions et les cultures enracinées de longue date, mais nous ne pouvons, en tant que Canadiens, faire abstraction des violations des droits de la